

Une approche territoriale de l'action et de la résilience climatiques (Résumé exécutif)

Le livre complet est disponible en anglais :

OECD (2023), *A Territorial Approach to Climate Action and Resilience*, OECD Regional Development Studies, OECD Publishing, Paris, <https://doi.org/10.1787/1ec42b0a-en>.

Ce rapport propose un cadre politique pour aider les décideurs à développer des politiques climatiques et de résilience plus efficaces grâce à une "**approche territoriale**". Une approche territoriale de l'action climatique et de la résilience est définie comme "un cadre politique global qui intègre une perspective locale dans les politiques climatiques nationales et infranationales et qui intègre les objectifs climatiques dans les politiques de développement urbain, rural et régional, afin de conduire efficacement l'action climatique à toutes les échelles territoriales". L'adoption d'une approche territoriale est essentielle pour que les gouvernements nationaux et infranationaux puissent exploiter tout le potentiel de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) dans tous les lieux et mieux faire face aux impacts climatiques spécifiques au niveau local, qui frappent souvent le plus durement les communautés les plus vulnérables.

Principales conclusions

La plupart des villes et régions de l'OCDE sont loin d'atteindre le niveau zéro net. En 2018, seules 61 des 432 grandes régions de l'OCDE (14 %) ont enregistré des émissions par habitant basées sur la production inférieures au seuil compatible avec le scénario zéro émissions nettes (ENZ) de l'AIE (4,7 t d'équivalent CO₂ par habitant) pour atteindre l'objectif zéro émissions nettes en 2050. Les régions métropolitaines obtiennent généralement de meilleurs résultats par habitant que les régions non-métropolitaines, émettant en moyenne, par habitant, la moitié de ce que mette les régions loin des métropoles. À l'échelle des zones urbaines fonctionnelles (ZUF), en 2018, près de la moitié des zones métropolitaines de l'OCDE de plus de 500 000 habitants ont enregistré des émissions par habitant basées sur la production inférieures à l'objectif de 4.7 t CO₂-eq par habitant. Cependant, en moyenne, leurs émissions ont augmenté de 24 % entre 1990 et 2018.

Le volume et la source des émissions de GES varient considérablement d'une région à l'autre au sein d'un même pays, ce qui montre que les voies à suivre pour parvenir à une transition nette zéro seront également différentes. Par exemple, les sources d'énergie renouvelables sont à la source de la moitié de l'énergie électrique dans les régions éloignées et seulement de 20% de celle dans les régions métropolitaines. Les émissions routières par habitant dans les régions éloignées sont, par exemple, en

moyenne plus de trois fois supérieures à celles des grandes régions métropolitaines. De plus, les activités lourdes en émissions de GES, comme la production de l'énergie électrique à base du charbon, sont souvent localisées en dehors des villes (augmentant ainsi l'importance des mesures complémentaires et politiques de réduction des émissions issues de la consommation). De plus, dans 80 % des zones urbaines fonctionnelles (ZUF) de l'OCDE, les zones bâties ont augmenté plus rapidement que la population entre 2000 et 2020, entraînant de nouvelles émissions.

Il existe des disparités territoriales non négligeables en termes d'impacts climatiques. Par exemple, en 2021, les villes de plus de 250 000 habitants étaient en moyenne plus chaudes de 3°C que les zones environnantes, soit presque deux fois plus que dans les villes de moins de 100 000 habitants. Dans 45 régions de l'OCDE situées dans 18 pays différents, plus de 20 % de la population est exposée au risque d'inondation fluviale. À Rotterdam, aux Pays-Bas, plus de 60 % de la population est exposée à ce risque.

Actions recommandées

L'analyse de 36 pratiques exemplaires de pays, régions et villes, principalement de la zone OCDE, mène à recommander trois types d'actions.

Intégrer une perspective locale dans la politique climatique :

- **Mesurer et surveiller les émissions de GES, les risques et les impacts climatiques à différents niveaux territoriaux.** Des cadres d'indicateurs normalisés et communs peuvent aider à quantifier les émissions de GES et à mesurer la distance des villes et des régions quant aux objectifs locaux, nationaux et mondiaux, quand applicable. Les évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité devraient être plus granulaires et intersectoriels, afin de mieux prendre en compte les disparités territoriales. Développer des estimations sous-nationales liées à la consommation peut aider les villes et régions de mieux comprendre les émissions émises lors de celle-ci et à fournir des mesures au service de l'efficacité des politiques d'atténuation du côté de la demande.
- **Intégrer pleinement l'action locale dans les plans et stratégies climatiques nationaux.** Bien que la plupart des gouvernements nationaux aient intégré, d'une manière ou d'une autre, des perspectives locales dans leurs plans et stratégies climatiques, l'ampleur de cette intégration varie d'un pays à l'autre. Par exemple, seul un nombre limité de contributions déterminées au niveau national (CDN) mentionnent les objectifs de réduction des émissions fixés par leurs régions ou leurs villes. Seul un tiers des pays de l'OCDE mentionne le rôle des autorités locales dans la mesure et l'évaluation des progrès en matière d'adaptation dans leurs plans nationaux d'adaptation (PNA) et leurs stratégies nationales d'adaptation (SNA).
- **Élaborer des objectifs climatiques infranationaux qui reflètent les besoins et intérêts locaux spécifiques, conformément à l'Accord de Paris.** Dans 23 des 38 pays de l'OCDE, au moins une ville ou une région a fixé un objectif de zéro net ou de neutralité carbone plus ambitieux que celui de leur gouvernement national respectif. Cependant, généralement la plupart des villes et des régions sont encore loin d'atteindre l'objectif de zéro net, comme indiqué ci-dessus. En effet, nombre de villes et de régions n'ont pas d'objectifs de ce type ou de plans climatiques, ce qui souligne souvent leurs manques techniques et financiers. Les gouvernements nationaux y ont un rôle crucial à assumer. Par exemple, le programme japonais de feuille de route pour la décarbonisation régionale vise à fournir un soutien financier et technique à 100 régions moteurs en matière de décarbonisation qui visent l'objectif zéro émissions nettes d'ici 2030.

Mettre la politique de développement régional à l'épreuve du climat à tous les niveaux territoriaux :

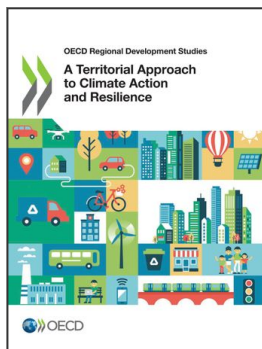
- **Intégrer les objectifs climatiques dans les politiques nationales de développement urbain, rural et régional.** Les politiques régionales peuvent également être utilisées pour accélérer la

suivie des voies spécifiques au niveau local pour atteindre le niveau zéro net. Par exemple, la politique nationale urbaine 2030 de la Pologne comporte des actions concrètes pour faire face aux risques liés au climat et propose des réformes législatives sur l'introduction des plans d'infrastructures "bleu-vert" comme outil de veille et de coordination de leurs développements.

- **Promouvoir l'action climatique et la résilience à la bonne échelle territoriale.** En particulier, l'approche fonctionnelle des zones urbaines peut faciliter la coordination entre les autorités locales en ce qui concerne l'utilisation des sols et les infrastructures de transport, afin de promouvoir une structure spatiale à faible taux d'émission. Par exemple, à Vancouver, au Canada, la stratégie de croissance régionale vise à réduire les émissions de GES de 80 % par rapport aux niveaux de 2007 d'ici à 2050, en stimulant les développements des centres urbains et des couloirs de transport en commun, en encourageant le travail et les loisirs à proximité du domicile et en établissant des communautés à usage mixte axées sur le transport en commun.
- **Soutenir les projets de quartier générant des co-bénéfices et des synergies au-delà du climat.** Les projets climatiques de quartier peuvent être particulièrement utiles pour répondre à de multiples objectifs locaux, expérimenter des solutions innovantes de décarbonisation et mieux cibler les communautés les plus vulnérables grâce à une approche participative. Par exemple, en France, le Programme Eco-quartier soutient l'implémentation des solutions à zéro émission nette au niveau des quartiers en utilisant un système de labels qui mesure non seulement l'impact environnemental mais aussi social (emploi, sécurité). Aux États-Unis, le Community Development Block Grant Disaster Recovery Funds vise à soutenir les efforts de reprise après une catastrophe, y compris les catastrophes liées au climat, en impliquant activement les habitants des quartiers vulnérables et en donnant la priorité à leurs besoins tout au long du processus.

Permettre et développer l'action climatique et la résilience au niveau local :

- **Renforcer un environnement juridique et institutionnel pour l'action climatique locale et la résilience,** en clarifiant les rôles et les responsabilités en matière d'action climatique, en créant des mécanismes d'alignement et de coordination entre les différents niveaux de gouvernement, et en renforçant les capacités locales pour engager toutes les villes et les régions. Par exemple, le Mexique a adopté la loi générale sur le changement climatique en 2012, devenant ainsi la première grande économie productrice de pétrole à avoir adopté une législation sur le climat, et un amendement de 2018 l'a rendue compatible avec l'Accord de Paris. La loi stipule que les municipalités doivent promouvoir des politiques et des actions visant à réduire les émissions, et établit des cadres institutionnels pour coordonner les politiques climatiques entre les différents niveaux de gouvernement.
- **Améliorer le financement et les mécanismes de financement** de l'action climatique locale et de la résilience. Les gouvernements nationaux devraient promouvoir un financement plus diversifié et d'explorer les moyens de faciliter l'accès des villes et des régions aux ressources externes, notamment par le biais d'obligations et de prêts municipaux verts, sociaux et durables. La budgétisation verte et les marchés publics verts peuvent également aider les gouvernements infranationaux à mieux aligner leurs dépenses et leurs recettes sur les objectifs climatiques et verts.
- **Impliquer les acteurs locaux, établir des partenariats et partager les connaissances.** La coproduction de plans climatiques nationaux ou infranationaux avec les acteurs locaux peut rendre l'action climatique plus inclusive et efficace et promouvoir l'innovation et l'expérimentation, comme le montre la stratégie d'économie circulaire d'Umeå (Suède), basée sur de larges partenariats multipartis. La collaboration entre villes peut également aider les villes à échanger des connaissances, à identifier des solutions innovantes et à les reproduire ou à les adapter à leur propre situation, comme dans le programme européen Net-Zero Cities et le Climate Adaptation City Deal aux Pays-Bas.



Extrait de :

A Territorial Approach to Climate Action and Resilience

Accéder à cette publication :

<https://doi.org/10.1787/1ec42b0a-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2023), « Résumé exécutif », dans *A Territorial Approach to Climate Action and Resilience*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/faf6a012-fr>

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :

<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.